

ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Zoom sur les **partenariats** en région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'atteinte des **Objectifs de Développement Durable**



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Mentions légales

Document édité par France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur
14 Quai Rive Neuve - 13007 Marseille

Rédaction : A.Scotti, C. Mazard
Conception graphique : S. Villeneuve

Merci à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce document

Ce document a été imprimé sur du papier recyclé avec des encres à base végétale, par une
imprimerie labellisée Imprim'Vert

Crédits photographiques : Pages couvertures et p.3 - Shutterstock, p.4 - Daan Weijers, p.5 et p.28 - Bernard Her-
mant, p.6 Pixabay, p.6 Colibricole, p.8 The vertical story, p.8 Gesper, p.10 Pixabay, p.10 Elizaveta Cugnez FNE
04, p.12 Unsplash Solar system, p.12 Energ'Guil, p.14 Les jardins du loup, p.14 Mohammad Bagher, p.16 Médi-
terrannée 2000, p.18 Terre en partage Coudoux, p.20 Eva Waardenburg, p.20 FDLN Pays d'Arles, p.22 Pixabay,
p.22 LPO PACA, p.24 Benjamin Combs, p.24 Neonbrand, p.26 Mariusz Sionski, p.26 FNE PACA, p.28 Pixabay,
p.30 Pixabay, p.31 Anthony Delanoix.

Dépôt Légal : Janvier 2020



ÉDITO

Aujourd'hui, l'Agenda 2030 et les ODD sont l'affaire de tous : ils constituent un outil de dialogue entre les différents acteurs au niveau régional. Les Associations de protection de l'environnement, en partenariat avec les autres acteurs, sont un maillon indispensable à la concrétisation des ODD sur le terrain. Les projets présentés dans ce livret illustrent de manière concrète la contribution des partenariats entre associations et collectivités territoriales à l'atteinte de ces objectifs.

Gilles MARCEL, Président de France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

Con rempore opta cus sequosam reperro ventibus doluptas aut endam dolorum quati rem nobis es necere-nihil et ium, quistio nsequi cus essimol ecerovidelit lant. Pudignatas experi sumquas et as nonsequam asimin eum re vid ut labore nonsedis aliatem in elest, quataia ium arum auditiatqui delendaerit moluptat unt as et, sam es dolumqu asperia verchil loreseque sum inctatistion re non et aliquib eritasi tatibus doloriatem vellat dolupta temporenis nitiorro volessiti dolorum fugiat qui ditiam, velecat lique cum estotates alitiorum ea num as eum-quat aut laceped quatiis elibus est quidipsa verum et post ut electotati officio to

dipsapi enimporrovid et enis alit esenihicatia cus res doluptatia ne nem deles none lacea inia simenti atione ent quo temporempor si dolorum quodion coreria nullor aut auditioest evelecu lparumEbisciur maionsequid que eaque ius ut latemporit, sitio essunt dollab illanducia voluptatquia vendi alit dolest, cum ea ped mincitas mo que consequatior audanimolo odio oditassed et, que nos pa consequo ma doluptatem voluptur rectae verspedit, tem eturionseque consequunt venducipsunt illuptae. Quam ne versperae dolorehendam hicides sitam assi imus ad quae volenia dessint emperum lam quo ma venis demporum quis aut qui untotatem essum quate none por rehentur solluptatin rent optat dolorera in cupta et eum inusaecum quam evenden imincipsusam entem nonectiundi commosa nimodi odi aut qui con

INTRODUCTION

1. Que sont les Objectifs de Développement Durable (ODD) ?

En septembre 2015, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou « Agenda 2030 » a été adopté aux Nations Unis par les 193 pays membres. L'Agenda 2030 se décline en 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui couvrent de manière transversale les thématiques du développement durable. Les pays doivent rendre compte chaque année de leur progrès pour atteindre ce plan mondial : 169 cibles et indicateurs sont définis par l'ONU et le gouvernement pour suivre les avancées. La France a présenté sa feuille de route lors du 1er Sommet des ODD en septembre 2019. C'est le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES), en coordination avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui en pilote la mise en œuvre.

Les 17 ODD et 169 cibles abordent de manière systématique un ensemble de thématiques qui se complètent, interagissent et portent l'ambition d'assurer une transition écologique et solidaire d'ici 2030. Eradiquer la pauvreté, préserver la biodiversité, garantir un accès à une alimentation et une eau de qualité, réduire les inégalités, adapter les infrastructures aux changements climatiques sont autant de leviers pour contribuer à cette transition.





2. Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE) et Collectivités territoriales : partenariat essentiel pour l'atteinte des ODD au niveau local

Les ODD s'appliquent à toutes les échelles. Au niveau local, toutes les parties prenantes, en particulier les collectivités et les associations, sont des acteurs clés de l'Agenda 2030.

Les APNE ont un rôle de médiateurs entre citoyens et institutions publiques, de sensibilisation, de concertation, d'alerte, de production des données. Les collectivités territoriales quant à elles assurent les services publics. Le partenariat entre ces deux types d'acteurs et la co-construction de projets territoriaux sont des moyens de répondre collectivement aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques portés par les ODD.

De plus, l'Agenda 2030 constitue un langage commun qui facilite pour le développement de partenariats multi-acteurs, comme ceux entre collectivités territoriales et associations. C'est d'ailleurs le but de l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».

3. Notre démarche

Ce livret, élaboré grâce au soutien financier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (DREAL PACA), est à destination des APNE et des collectivités. Il vise à valoriser des projets qui contribuent aux ODD et qui illustrent également la coopération entre APNE et collectivités territoriales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A travers ce livret, nous souhaitons faire prendre conscience des synergies possibles entre acteurs autour de projets qui contribuent à l'atteinte des ODD. Tout d'abord, il s'agit d'éveiller la curiosité et le dialogue autour des ODD pour engager une réflexion des APNE et des collectivités sur leurs pratiques. Contribuent-elles aux ODD ? Si oui, lesquels et comment ? Comment peuvent-elles axer leurs projets et pratiques pour y contribuer davantage ? Par la mise en lumière de projets collaboratifs concrets, nous souhaitons susciter l'émergence de nouveaux projets contribuant aux ODD parmi les collectivités locales et les associations.

Loin d'être exhaustifs, deux projets par départements sont ici présentés. Pour chacun d'entre eux, un graphique illustre leurs principales contributions aux ODD. Nous avons tenté de multiplier les exemples pour montrer la diversité des actions, des acteurs et des apports aux cibles des ODD. Afin de présenter les expériences de terrain de manière tangible, des témoignages d'acteurs viennent compléter chaque description de partenariat.

La lecture de ce livret est complémentaire à celle du guide « Objectifs de Développement Durable : les associations de protection de la nature et de l'environnement agissent ! » réalisé par France Nature Environnement (disponible sur internet). Il s'agit d'un document présentant chaque ODD, leurs enjeux, le contexte législatif et des actions associatives qui s'y rattachent. Le présent livret complète le guide national en illustrant concrètement la manière dont les associations peuvent se saisir des ODD à travers des partenariats avec des collectivités territoriales.



SENSIBILISATION AU COMPOSTAGE

Commune de Gréoux-les-Bains, Alpes de Haute-Provence (04)

LE PARTENARIAT



Le Colibricole centre ses actions sur la question des déchets et de notre lien avec la terre. Elle promeut le compostage de proximité et l'éducation au développement durable via des ateliers participatifs et originaux. Le Colibricole se donne pour ambition de réveiller les consciences afin de préserver l'environnement.



La commune de Gréoux-les-Bains compte 2 611 habitants. Ses efforts de végétalisation et ses actions menées en faveur de la biodiversité lui ont valu les labels Ville et Village fleuris (3 fleurs) et Ville Nature (une libellule) en 2018.

LE PROJET



Le centre d'accueil collectif de Morelon a initié en 2019 le projet Jardin'Age. Il s'agit d'un jardin expérimental intergénérationnel et d'un site de compostage pour les familles du centre social. Ces deux grandes réalisations ont été enrichies par des ateliers divers : fabrication de potagers et d'une mini serre en bouteilles en plastique recyclées, sorties nature, des cours de cuisine entre enfants et parents, chasses aux légumes de saison, rencontres avec un apiculteur local, etc. Parmi ces animations, l'association Colibricole intervient pour enseigner l'art de composter grâce à un atelier théâtral. Sur scène, les animateurs abordent de manière originale et ludique les problématiques des bio-déchets et les différentes étapes et techniques de compostage.



Le citoyen peut participer aux activités proposées par le centre de loisirs et mettre en œuvre ce qu'il a appris dans son quotidien.

Morgane VERBE



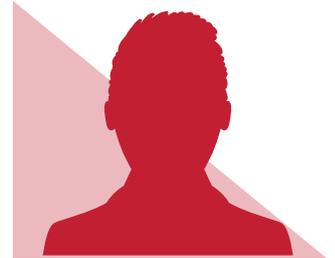
Animatrice et responsable projet dans l'association Le Colibricole

« La coopération est une histoire de personnes : lorsqu'elles sont investies, il n'y a que peu d'obstacles et nos interventions sont demandées. On aimerait aussi pouvoir créer du lien entre les communes afin qu'elles échangent davantage sur leurs pratiques. Nous pourrions les accompagner vers une réduction des déchets, créer un réseau de compostage entre villages, animer et sensibiliser les habitants... »

Directeur adjoint du Centre de Loisir Sans Hébergement de Gréoux-Les-Bains

« Depuis une dizaine d'années, l'environnement est ancré dans notre projet pédagogique. Jardin'Age est un outil de partage des connaissances, qui permet de créer des liens entre les générations autour du rapport à la terre. Echanger avec les associations permet à notre équipe d'acquérir des nouvelles compétences et savoir-faire, surtout sur des sujets spécifiques comme le compost. »

Damien BENOIT



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD

ODD 17 : Projet porté par les citoyens et la collectivité, construit sur une participation citoyenne

ODD 2 : Promotion d'une alimentation durable, avec des fruits et légumes de saisons, locaux.

ODD 3 : Valorisation des déchets verts comme alternative au brûlage, source de pollution de l'air

ODD 4 : Partage de connaissance et sensibilisation au développement durable à travers des animations, ateliers ludiques, des rencontres et sorties

ODD 12 : Réemploi des déchets avec la fabrication de serres en bouteilles plastique recyclées et de compost utilisé dans le potager.



ÉCONOMISONS L'EAU

Parc Naturel Régional du Lubéron, Alpes de Haute-Provence (04)

LE PARTENARIAT



L'association Gesper accompagne les citoyens, les collectivités et les entreprises vers des solutions de proximité, écoresponsables, et innovantes.

Leur champ d'action concerne la gestion des déchets, l'eau, le gaspillage alimentaire et la mobilité. Gesper intervient sur l'ensemble de la région.



Le Parc Naturel Régional du Lubéron compte 151718 habitants et regroupe 75 communes, à cheval sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse. Le parc fait partie du réseau international des biosphères de l'Unesco, laboratoire d'expérimentation des relations durables entre homme et biosphère. Les actions autour du projet « Economisons l'eau ! » sont consultables sur le site du PNR du Lubéron.

LE PROJET



En 2012, le PNR du Lubéron lance son projet « Economisons l'eau ! », motivé par la spécificité du territoire qui le rend dépendant des ressources en eaux extérieures. Ce programme à destination du grand public, déploie des outils de communication conçus en collaboration avec l'association Gesper, le GRAINE PACA, le CPIE 04 et la Maison Régionale de l'Eau. Le programme est également à destination des collectivités : un accompagnement à l'auto-diagnostic du patrimoine de la commune (visite des équipements, repérage des fuites, du matériel obsolète) est réalisé par le Parc et Gesper. Des solutions pour réduire la consommation d'eau et le gaspillage d'eau à la source sont proposées aux collectivités : conseils pratiques, rachat de matériel, suivi des économies financières... Le parc souhaite proposer son propre service d'économie d'eau en 2020. Des formations pour les acteurs de l'eau (techniciens, élus, professionnels) et des animations scolaires sur le thème sont organisées en lien avec des associations.



Le citoyen peut contribuer aux économies d'eau en appliquant les éco-gestes qu'il a appris. Il peut sensibiliser et transmettre ces gestes à son entourage.

Aurore VIGNARATH



Responsable de projet à GESPER

«Les communes sont le centre de notre projet : on les accompagne pour les aider à réaliser des économies d'eau. Ce sont toutes des communes volontaires. Nous allons reconduire le projet dans la région l'année prochaine. Les collectivités nous demandent régulièrement de l'aide pour communiquer sur les enjeux d'économies de l'eau ; c'est important que tous les acteurs en prennent conscience. »

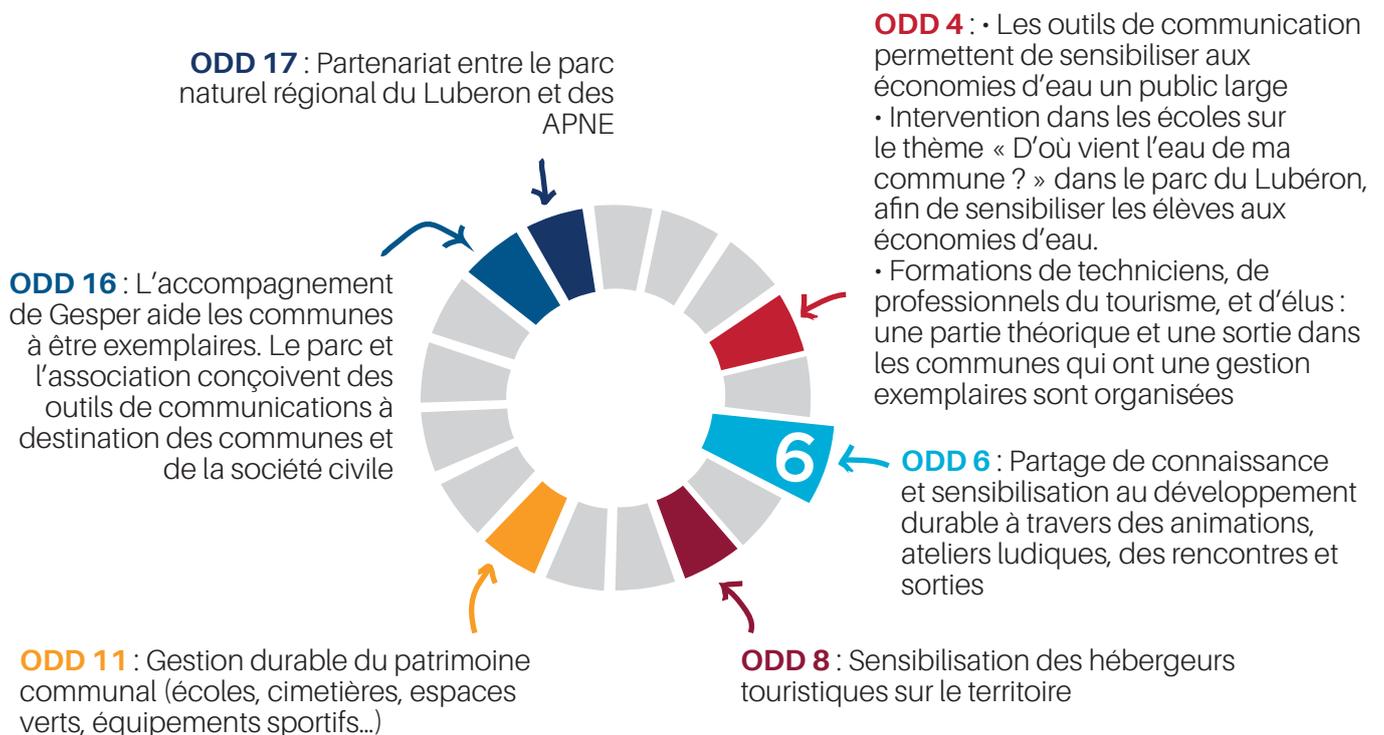
Chargée de mission «Eaux et rivières» du PNR du Luberon

« Dans le parc, nous travaillons sur la question des économies d'eau avec divers partenaires : agriculteurs, syndicat d'eau, habitants, professionnels, élus. Les associations ont la capacité de toucher le plus grand nombre, et d'être proche des usagers : c'est une plus-value. Mutualiser nos moyens permet de décupler les actions, d'enrichir nos projets et les enjeux. Nous nous sommes aperçus qu'il était difficile de sensibiliser les habitants s'ils ne voient pas les efforts de leur collectivité : c'est pourquoi les communes doivent être exemplaires. »

Marjorie GRIMALDI



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



GASPI, C'EST FINI !

Communauté de Communes Sisteronais-Buëch, Hautes-Alpes (05)

LE PARTENARIAT



L'association France Nature Environnement 04 agit pour la protection de l'environnement en étant force de proposition sur le territoire. Elle forme, informe et sensibilise les citoyens, professionnels et élu.es, tout en accompagnant les associations membres dans leur projet. Le gaspillage alimentaire est identifié comme un enjeu majeur par la fédération.



Communauté de Communes
du **Sisteronais-Buëch**

La Communauté de communes (CC) du Sisteronais-Buëch compte 24 578 habitants et est située dans le département des Alpes de Haute Provence (04), des Hautes-Alpes (05) et de la Drôme (26). La collectivité est engagée dans la démarche « Territoire Zéro Déchet Zéro gaspillage ». En 2018, le parc d'activité de Sisteron a été labellisé Parc +.

LE PROJET



Pendant 3 ans (2019-2022), FNE 04 et la Communauté de communes du Sisteronais-Buëch forme un binôme pour accompagner les acteurs du territoire à maîtriser le gaspillage à tous les niveaux de la chaîne alimentaire (production, transformation, distribution, consommation). Environ 60 diagnostics et plans d'action auront lieu dans des établissements de restauration collective (établissements scolaires, hôpitaux, EPHAD, cuisine centrale), de restauration commerciale, et des grandes surfaces. De plus, des événements de sensibilisation aux bonnes pratiques, des opérations de glanage et des actions sur les marchés et avec les petits commerçants sont organisés. Le projet « Gaspi, c'est fini » identifie les actions nécessaires afin de réduire quantitativement le gaspillage et les pertes alimentaires, tout en construisant une réflexion avec tous les citoyens.



Le citoyen peut éviter de contribuer au gaspillage alimentaire en appliquant les éco-gestes qu'il a appris. Il peut sensibiliser et transmettre ces gestes à son entourage.

Elizaveta CUGNEZ



Chargée de mission et d'animation à FNE 04

« Pour travailler en binôme à distance, il faut apprendre à s'organiser et se coordonner afin de se répartir les actions, les lieux. Nous y parvenons grâce à une bonne communication, c'est le plus important. La collectivité est engagée sur ces questions, mais il faut aussi une chargée de mission prévention convaincue car c'est elle qui fait avancer les choses. »

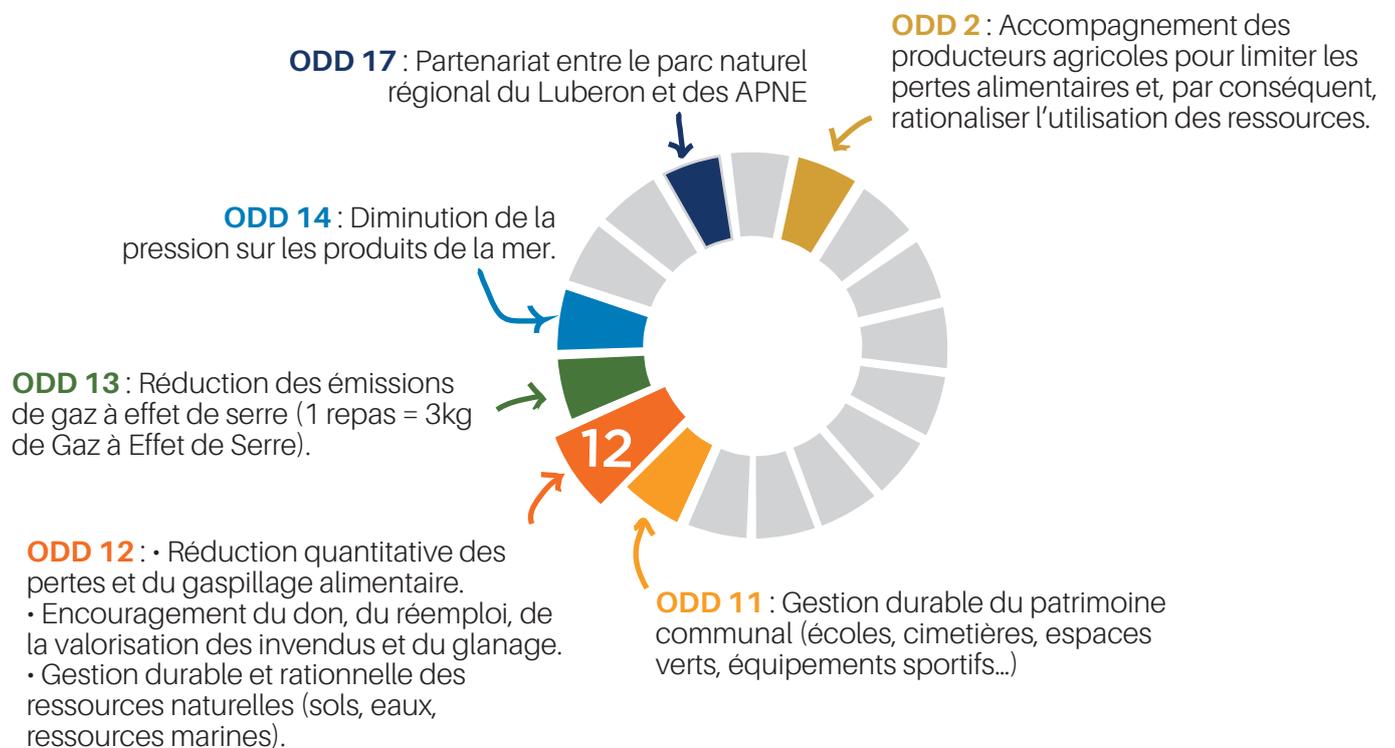
Chargée de mission prévention «Lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire» de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch

« Grâce à la coopération avec FNE04, nous avons une personne experte du terrain et spécialisée dans le gaspillage alimentaire. La confiance est nécessaire entre les deux parties pour réussir à travailler ensemble. Les associations créent une dynamique territoriale et elles ont un rapport aux habitants différent de celui de la collectivité. »

Audrey D'HEILLY



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



ÉNERGIE SOLIDAIRE CITOYENNE

Communes du Parc Naturel Régional du Queyras, Hautes Alpes 05)

LE PARTENARIAT



Le Parc regroupe 10 communes et compte 5513 habitants. Depuis 2014, le parc dispose d'un Plan Climat Energie Territorial et il est lauréat du label Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte depuis 2016.



La SCIC Ener'Guil comprend 250 actionnaires : citoyens, entreprises locales, collectivités, parc, syndicat mixte. La coopérative produit 176MWh par an, soit davantage que les prévisions. Son slogan est « Agir maintenant pour tendre vers l'autosuffisance énergétique en 2050 ». Elle est adhérente au réseau des Centrales villageoises.



L'association Centrale villageoise est un réseau de sociétés locales à gouvernance citoyenne et en faveur de la transition énergétique. Elle associe citoyens, collectivités et entreprises locales et s'inscrit dans une logique territoriale. Il existe 38 centrales villageoises en France.

LE PROJET



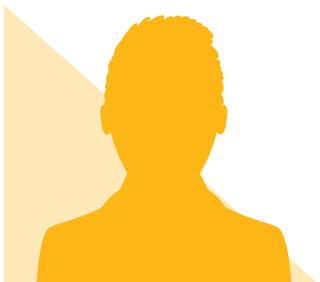
En 2014, le PNR du Queyras s'engage à soutenir des projets d'énergies renouvelables citoyens dans son plan climat énergie. L'association Ener'guil est créée par les habitants, soutenus par le parc afin de mettre en place des toitures photovoltaïques sur des bâtiments publics et privés dans le Queyras-Guillestrois. En juin 2015, elle devient une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) pour lancer des appels à actionariat : citoyens, sociétés et collectivités locales répondent présents. Pour commencer, 10 toitures solaires sont installées en 2015, suivies de 5 autres installations en 2017 qui subviennent aux besoins de 66 foyers en électricité (hors chauffage). Des études sont en cours pour de nouvelles infrastructures de plus grande ampleur sur le territoire : Une troisième tranche de 130kwc est en cours de réalisation. L'énergie est vendue à Enercoop et EDF avec un contrat de rachat de 20 ans.



Le citoyen peut acheter des actions de Ener'Guil pour soutenir la production d'énergie renouvelable citoyenne et locale. Il peut aussi proposer son toit pour une éventuelle installation de panneaux photovoltaïques.

Luc HERRY

Président de la SCIC Ener'guil



« Ce sont les citoyens, les élus, les chargés de mission qui ont lancé l'association afin de stimuler les communes. En particulier, le chargé de mission énergie du PNR Queyras a impulsé le démarrage de l'opération, et permis d'installer notre siège social à la Maison du Parc à Arvieux. Les collectivités du parc sont parti-prenantes du projet, elles ont des actions. Pour nous, ce qui compte aussi c'est de promouvoir les économies d'énergie. »

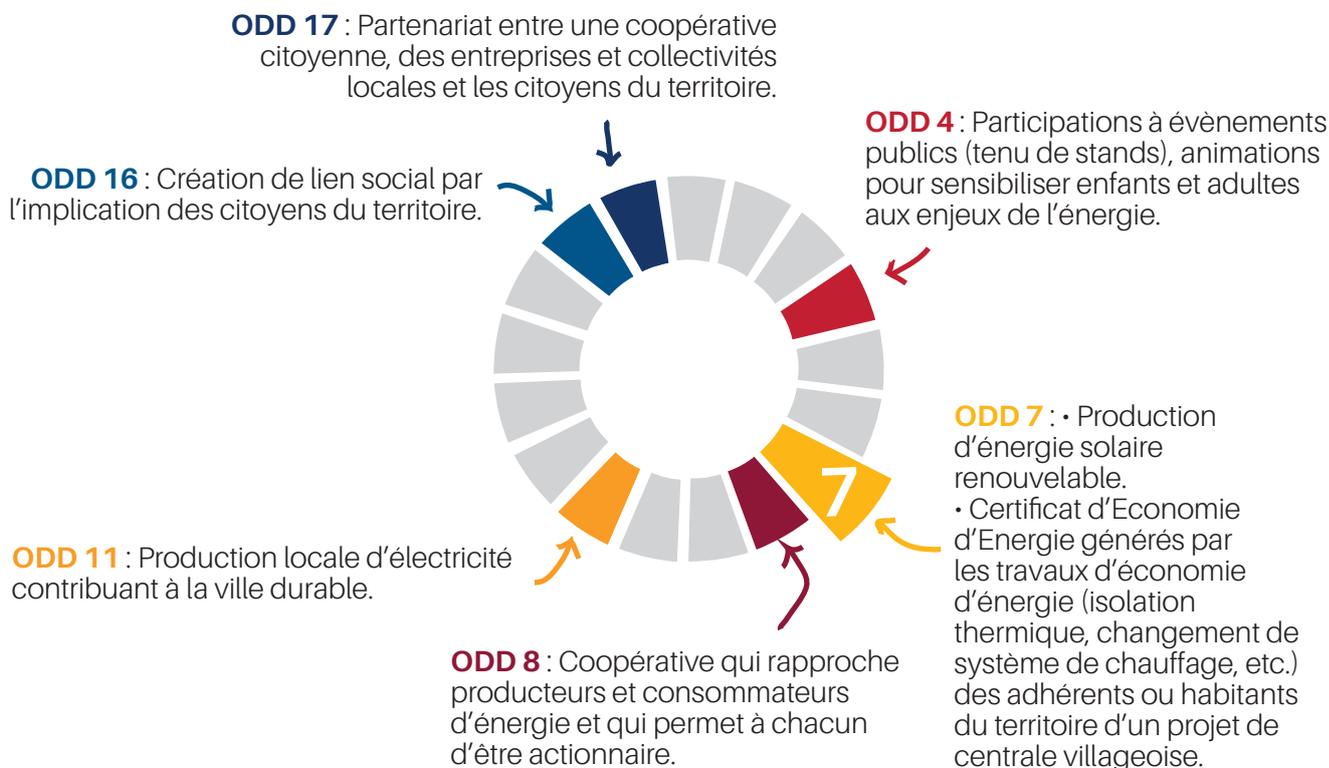
Chargé de mission Energie - Climat - TEPCV au Parc Naturel Régional du Queyras

« Soutenir les projets d'énergie citoyens est un engagement phare du parc du Queyras, et des PNR de la région. Les citoyens sont en lien avec leur territoire, ce qui favorise l'appropriation de ce type de projet. Il existe un maillage d'acteurs citoyens des énergies renouvelables qui couvre l'ensemble des Hautes Alpes. L'idéal serait de renforcer les structures existantes, afin d'élargir leur périmètre géographique. »

Cyr PIATON



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



VALORISATION DES DÉCHETS VERTS

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Alpes-Maritimes, 06

LE PARTENARIAT



Depuis 2011, l'association Les Jardins du Loup expérimente les principes de l'agro écologie sur d'anciennes terres agricoles. L'association cherche à diffuser des pratiques et activités humaines respectueuses de la nature. Des formations et accompagnements sont organisés, ainsi qu'un jardin nourricier participatif et un réseau de citoyens pour le développement du lombricompostage.



La communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) compte 101 795 habitants, répartis sur 23 communes. Plusieurs projets d'Eco quartiers sont ratifiés dans les communes de Saint-Cézaire-Sur-Siagne, Mouans-Sartoux et Grasse. En 2018, le parc d'activité de Grasse est labellisé Parc + pour ses actions concernant les services, l'environnement, le bien-être, le bâti et les infrastructures.

LE PROJET



En 2017, Les Jardins du Loup et le Pays Grassois lancent une campagne afin de changer le regard sur les déchets verts et diffuser les solutions alternatives au brûlage sur le territoire. Un accompagnement personnalisé est proposé aux communes membres afin d'établir un diagnostic et des préconisations spécifiques. Des opérations de communication ont été réalisées (affiches et dépliants, réunions publiques, site internet...) sur les impacts du brûlage à l'air libre. Afin d'informer les citoyens volontaires, l'association organise des formations pédagogiques et des conférences sur les techniques d'évitement et de valorisation des résidus de nos jardins.



Le citoyen peut valoriser ses déchets verts (broyage, paillage, compostage) afin de limiter la pollution de l'air.

France RIEGER



Bénévole de l'association les Jardins du loup

« Le Pays de Grasse est un partenaire privilégié, avec qui nous travaillons régulièrement depuis des années. Ils font appel à nous pour des formations ou des questions techniques qui relèvent de notre domaine de compétences. La chargée de projet est une interface primordiale entre l'association et la collectivité : elle aide au bon fonctionnement du projet. Le partenariat avec les collectivités devrait être systématique ! »

Directrice développement durable et cadre de vie à la communauté d'agglomération du Pays de Grasse

« La gestion des déchets verts est une problématique actuelle sur notre territoire ; les Jardins du Loup s'adapte à l'actualité et nos besoins. J'ai toujours collaboré avec des associations, surtout pour l'éducation à l'environnement et au développement durable. C'est stimulant de travailler avec des personnes motivées et passionnées. On essaye de monter les projets ensemble, en co-construction. »

Katia TORELLI



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD

ODD 17 : Partenariat entre les communes et l'association, implication des habitants du territoire.

ODD 3 : Amélioration de la qualité de l'air.

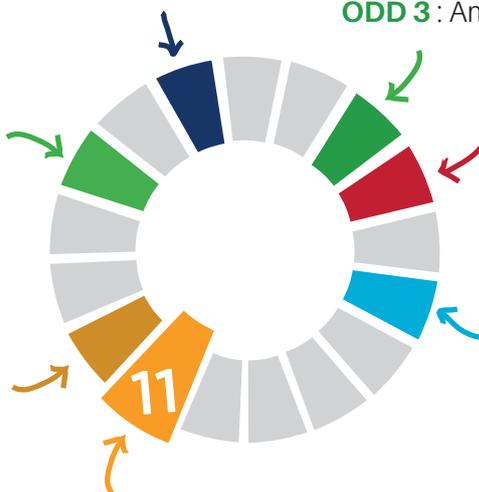
ODD 15 : • Retour aux sols des matières organiques et minérales
• Amélioration et restauration de la qualité des sols

ODD 4 : Diffusion des techniques de valorisation des déchets verts auprès des citoyens, avec des brochures et des formations.

ODD 12 : Réduction des déchets par le réemploi des ressources naturelles (broyat pour le paillage).

ODD 6 : Réduction des besoins en eau pour les terrains ou les déchets verts broyés sont utilisés en paillage.

ODD 11 : Accompagnement des communes dans la gestion des déchets verts, ce qui réduit l'impact environnemental des villes.





DÉCOUVERTE DES PAYSAGES

Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur, Alpes Maritimes (06)

LE PARTENARIAT



L'association Méditerranée 2000 promeut l'éducation à l'environnement depuis 30 ans, à travers ses principales missions : étude de l'environnement méditerranéen, information et sensibilisation du grand public, accompagnement et formation des professionnels au développement durable, développement de l'écocitoyenneté auprès des jeunes.



Le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur s'étend sur 47 communes. Il travaille en synergie avec de nombreux acteurs pour accompagner et soutenir un développement local soutenable. Depuis 2015, le parc est labellisé « Espace valléen » ce qui lui permet de favoriser le tourisme durable. Il bénéficie du dispositif européen LEADER, qui soutient les initiatives locales afin de soutenir le développement des territoires ruraux.

LE PROJET



Le projet éducatif du Parc naturel régional (PNR) des Préalpes d'Azur vise à sensibiliser les jeunes du territoire aux patrimoines naturels et culturels qui les entourent. En 2019, il a proposé à 6 classes de primaires de comprendre et de réfléchir sur l'évolution du paysage au fil de temps et en lien avec les activités humaines. Ce programme a mobilisé l'équipe de Méditerranée 2000 lors de sorties dans leur village. Après comparaison du paysage d'hier et d'aujourd'hui, les jeunes ont été invités à échanger sur ce qui leur tient à cœur dans les paysages actuels et ce qu'ils aimeraient changer dans le futur. Ces interventions ont été complétées par une démarche de valorisation artistique du paysage par les élèves, accompagnés par un plasticien et un poète du collectif d'artistes *La Société de Distribution du Sensible*. Les créations des élèves ont été exposées, formant ainsi un sentier-découverte pour les habitants. Il a été inauguré lors d'une journée d'échanges avec tous les acteurs du projet où chaque classe a pu présenter son travail et sa création artistique sur les paysages des villages.



Le citoyen peut participer à la réflexion autour des paysages en empruntant le sentier découverte.

Serena SIMON



Animatrice développement durable à Méditerranée 2000

« Le parc propose des projets qui favorisent les approches transversales, comme le projet sur les paysages, sur la forêt...Il nous permet aussi d'intervenir dans des zones moins peuplées où l'on va peu habituellement, alors qu'elles sont proches. Dans le projet sur les paysages, on apprend aux enfants à faire attention à ce qui les entoure donc il est tout à fait possible de le faire ailleurs. »

Chargée de mission éducation au territoire et action culturelle au PNR des Préalpes d'Azur

« Associer les partenaires locaux, c'est quelque chose d'intrinsèque à la nature du PNR : lui-même s'est constitué sur une démarche volontaire des communes et de la société civile. Nous travaillons avec un tissu associatif dans une logique de co-construction, et de complémentarité pour enrichir nos actions et nos projets en lien étroit avec le terrain. La pluralité d'intervenants permet de diversifier les approches, les contenus et de valoriser les spécificités des structures locales. »

Sandrine PELLEGRINO



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD

ODD 17 : Partenariat entre le parc et plusieurs associations (environnement, art...).

ODD 15 : Découverte par les citoyens des enjeux de protection de la forêt et de la biodiversité.



ODD 4 : • Organisation de sortie dans le village et dans le PNR pour faire (re)découvrir le paysage aux élèves.
• Réalisation de sentiers-découverte avec les expositions des œuvres des enfants pour sensibiliser les habitants du village.

ODD 11 : Sensibilisation des citoyens aux enjeux de protection du patrimoine culturel et naturel de leur région.

ODD 10 : Interventions dans des territoires moins accessibles pour les associations.



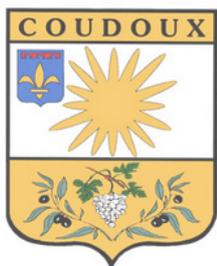
JARDINS PARTAGÉS

COUDOUX - Bouches-du-Rhône (13)

LE PARTENARIAT



Inscrite dans une démarche participative et respectueuse de l'environnement, Terre en Partage favorise le plaisir de produire et partager le fruit des récoltes selon une démarche écoresponsable. Grâce à ses jardins, Terre en Partage renforce l'éducation à l'environnement pour tous et consolide les relations entre habitants.



La ville de Coudoux compte 3529 habitants. La commune dispose d'un Agenda 21 et a déjà organisé les réunions pour mettre en place un éco-quartier.

LE PROJET



Sur volonté des habitants, la Mairie de Coudoux a mis à disposition des citoyens de l'association Terre en Partage 3000m² en friche dans le centre de la commune. Après une année de préparation, ces terres ont été transformées en jardins partagés. Le terrain, divisé en (38) parcelles, est exploité par des particuliers et par des groupes (écoles, Relai d'Assistance Maternelle, personnes handicapées...). A leur disposition : fumiers, broyeur de déchets verts, eau, compost des particuliers (présence d'un compost Drive) et des écoles, organisé par le Conseil municipal des Jeunes. En plus des plantations, des manifestations publiques et conviviales sont organisées régulièrement : ateliers de fabrication de compost, de fabrication d'abris à insectes, soirée de l'astronomie, formation au broyage...



Le citoyen peut cultiver une parcelle et participer aux animations de Terre en Partage.

PAROLES D'ACTEURS

Patrick MANET



Responsable projet de Terre en Partage

« Nous avons de bons échanges avec la commune, qui s'investit dans le projet. La mairie nous a aidés à monter le projet, lorsqu'il fallait préparer le terrain, le débroussailler et le clôturer.... Quand l'association en a besoin, la mairie fournit de l'aide, comme des camions pour le compost ou des locaux. »

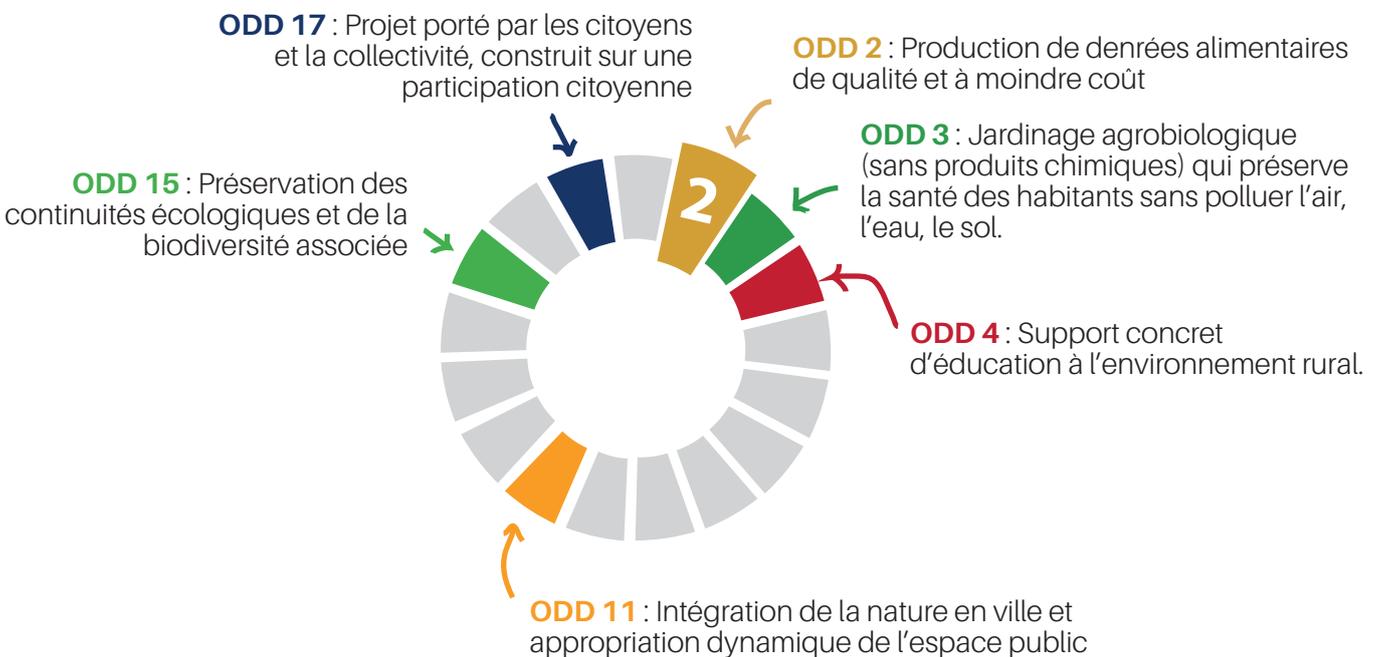
Adjointe à l'urbanisme et au Développement Durable :

« Le projet dépasse le simple jardin : c'est un réseau au centre du village. Beaucoup de choses s'y passent car c'est accessible à tous. Une dizaine de communes nous ont d'ailleurs contactés pour connaître la marche à suivre et reproduire cette démarche sur leur territoire ! »

Janine BELLANTE



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE

Arles - Bouches-du-Rhône (13)

LE PARTENARIAT



Le CPIE Rhône Pays d'Arles souhaite renforcer la citoyenneté en donnant aux citoyens la capacité d'agir et de contribuer aux débats publics sur leur territoire. Sa connaissance du territoire et sa démarche scientifique participe à développer le regard critique des citoyens. L'agriculture et l'alimentation, la gestion de l'eau, la biodiversité associée au Rhône, la transition écologique, sont autant d'axes d'action du CPIE RPA.



La commune d'Arles compte 52 857 habitants. En 2016, elle obtient le label Territoire à énergie positive pour la croissance verte et pour le climat (TE-PCV) grâce à son engagement depuis plusieurs années pour la maîtrise et l'économie d'énergie, et son engagement envers la biodiversité.

LE PROJET



Suite à un appel à manifestation d'intérêt de l'Agence Française de la Biodiversité, deux partenaires associatifs, le CPIE Rhône - Pays d'Arles et le Conservatoire d'Espaces Naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur, se sont associés à deux administrations (le Parc Naturel Régional de Camargue et la commune d'Arles) pour réaliser un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) à Arles. Il s'agit d'un inventaire participatif de 3 espèces présentes dans la ville : les chauves-souris, les amphibiens et les papillons. Ce sont les habitants qui sont invités à répertorier la biodiversité urbaine. Le CPIE RPA assure la communication autour du projet, afin de mobiliser et encourager la participation citoyenne. L'association organise des sorties pour apprendre aux habitants à reconnaître les espèces et à s'approprier les protocoles, et des journées de sensibilisation, comme le Grand défi biodiversité dans le cadre de la Fête de la Nature 2019. Des outils de vulgarisation sont accessibles sur le site internet de l'association pour sensibiliser le public le plus large possible à la nécessité de protéger les espèces vivant en zone urbaine et péri-urbaine.



Le citoyen peut participer au recensement des espèces sur sa commune en se formant aux protocoles scientifiques.

PAROLES D'ACTEURS

Flore LIRON



Chargée de mission Médiation territoriale du CPIE RPA

« Nous travaillons très régulièrement avec la commune : nous sommes des partenaires historiques. Nous n'hésitons pas : c'est une structure sûre qui nous fait confiance ! La commune est engagée sur les questions d'environnement, ce qui est une démarche naturelle compte tenu de sa proximité avec le Parc naturel régional de Camargue. »

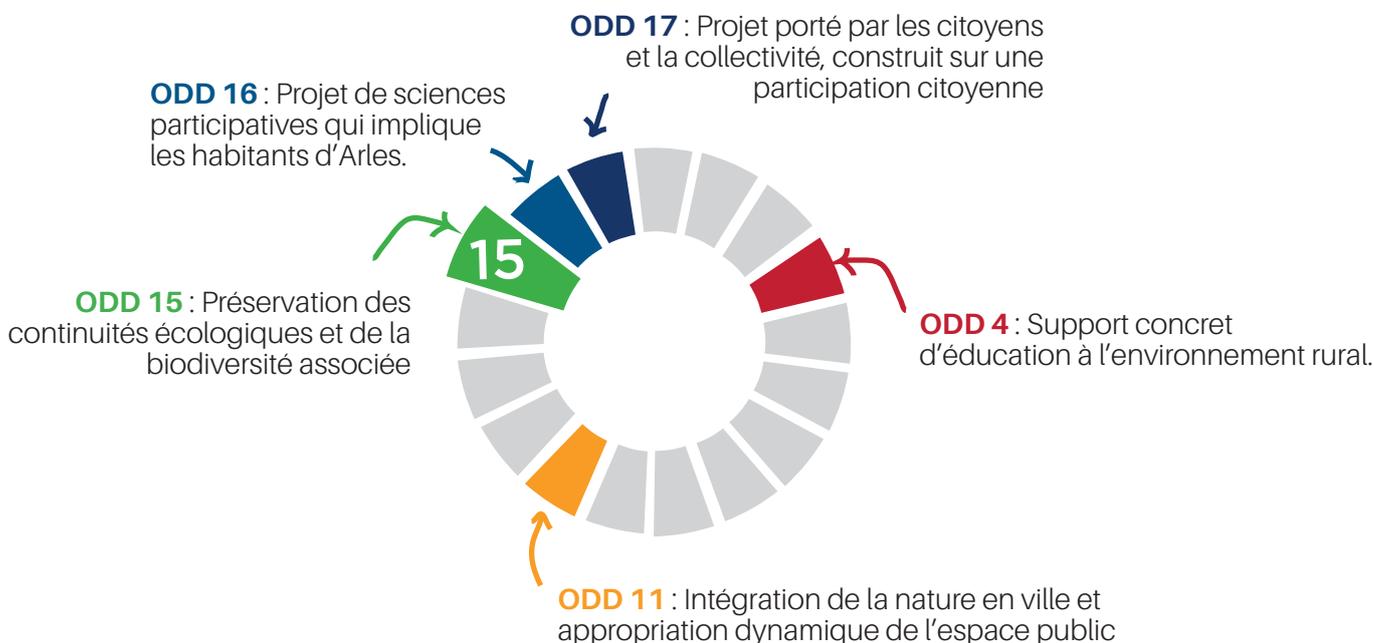
Adjointe à l'urbanisme et au Développement Durable :

« Si nos partenaires sont des experts, la commune joue un rôle de coordination du projet. Grâce à leur inventivité et leur passion, les associations peuvent mobiliser les citoyens. La participation du public est tout l'intérêt de l'ABC. Nous travaillons beaucoup avec des structures associatives, d'autant plus sur des projets participatifs comme l'ABC, les jardins partagés, etc. »

Colette ALLARD-VERNIER



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



PROTECTION DES MARTINETS

Commune de Toulon, Var (83)

LE PARTENARIAT



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Ligue pour la Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur agit pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme. Elle lutte contre le déclin de la biodiversité, par la protection, la connaissance et l'éducation en organisant des sorties nature, des formations.



La commune de Toulon compte 169 634 habitants. Le projet de la ville est inscrit au recueil des actions exemplaires du concours Capitale française de la Biodiversité 2018 dans la catégorie « Milieu urbain et bâti ». Elle est classée Ville-Nature et Ville-Fleurie.

LE PROJET



Le martinet est un oiseau migrateur, classé espèce protégée. Présents d'avril à septembre pour nidifier et élever leur couvée, les martinets aménagent leurs nids dans des cavités, sous les toits, dans les fissures et trous des murs. Or, les rénovations de bâtiment détruisent ces nids. Depuis 2015, le groupe local de la LPO à Toulon - avec le concours du spécialiste des martinets Gérard Gory- réalise des campagnes de recensement et de cartographie des sites de nidification. Grâce au soutien de la mairie, l'obligation de la prise en compte de ses nids figure dans le Règlement des Travaux de ravalement de façades de la ville : les entreprises de travaux sont alertées des présences de nids et adaptent leurs chantiers. Les nids sont préservés ou remplacés par des nichoirs artificiels placés en façade des nouveaux bâtiments et des rénovations. À ce jour, la ville a installé plus de 300 nids artificiels et elle a préservé de nombreux nids lors des travaux de ravalement de façade.



Le citoyen peut s'informer sur la présence de nids de martinets sur sa façade lors de travaux pour adopter les gestes appropriés.

PAROLES D'ACTEURS

Katherine DUBOURG



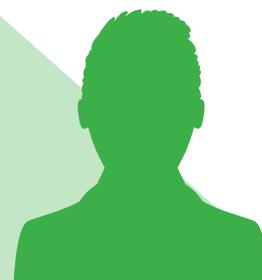
Administratrice LPO PACA et référente Urbanisme, biodiversité et Martinets

« La mairie joue un rôle réglementaire : travailler avec ses services ouvre des portes car la protection des martinets a pu être intégrée au document d'urbanisme. Il s'agit d'un travail de longue haleine, car il faut convaincre de l'importance de la « nature en ville ». Mais la protection des martinets est maintenant prise en compte et le message se transmet. »

Directeur ville durable de la commune de Toulon

« La collectivité a pris un rôle de coordinateur et d'interface entre la LPO et les acteurs de la construction. Au fur et à mesure, la ville sensibilise : on a de bons résultats en termes de sites préservés et de nichoirs construits. Les membres de la LPO sont motivés et mobilisés dans le temps, c'est une des raisons du bon fonctionnement de ce projet. D'autres villes sont intéressées par la protection des martinets et on échange régulièrement des informations à ce sujet. »

Emmanuel KOPP

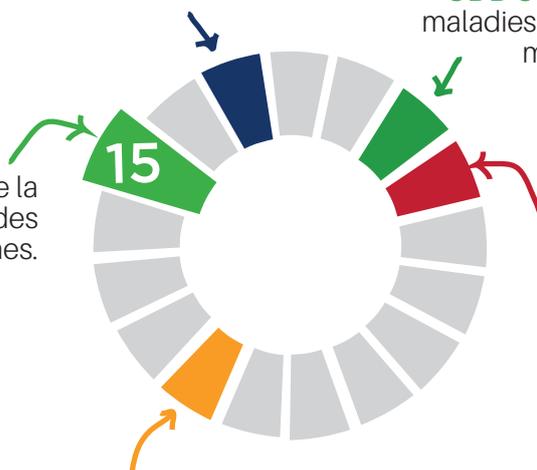


CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD

ODD 17 : Réalisation d'une cartographie des nids par la LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur afin que les services de la ville avertissent les personnes effectuant les travaux de rénovation de la présence de nids.

ODD 3 : Lutte contre les moustiques vecteurs de maladies (dengue, virus Zika, chikungunya) car les martinets sont leurs principaux prédateurs.

ODD 15 : Préservation de la biodiversité menacée et des écosystèmes.



ODD 4 : Intervention au long de l'année dans une dizaine d'écoles pour leur transmettre des connaissances sur les martinets, les hirondelles. Pose de caméra dans un nid afin que les élèves puissent observer un couple de martinets. Sensibilisation du public lors des rencontres du développement durable (tenu de stand) organisées par la ville de Toulon. Brochure à destination des personnes qui effectuent des travaux de rénovation.

ODD 11 : Protection du patrimoine naturel et de la nature dans la ville. Prise en compte de la biodiversité dans les documents d'urbanisme.



AGENDA 21 CITOYEN

Commune de Correns - Var (83)

LE PARTENARIAT



L'association Correns 21 est chargée de la promotion et mise en œuvre du développement durable au niveau local. L'objectif est d'associer le maximum de personnes à la réflexion et d'entretenir la dynamique du développement durable au sein de la population et de la collectivité. Ses membres sont des bénévoles de la commune.



La commune de Correns compte 905 habitants. Son slogan est « Correns, 1er village bio de France » depuis que la quasi-totalité de sa production viticole est issue de l'agriculture biologique.

LE PROJET



En 2008, la commune a confié la responsabilité de l'Agenda 21 à la population locale afin d'associer tous les volontaires à la démarche. L'association Correns 21, indépendante de la mairie, est créée. Après les étapes de diagnostic, d'enquête et de concertation, une dizaine de projets sont retenus dans le plan d'action. Parmi les projets phares : l'installation d'un jardin partagé, l'organisation d'une AMAP de bois de chauffage, l'étude participative des conséquences de l'agriculture biologique sur la biodiversité et l'édition d'un livre de recette participatif. En collaboration avec la mairie, des outils pour réduire la consommation d'eau et d'électricité sont adoptés (éclairage LED, économiseur d'eau). Récemment, Correns 21 travaille sur l'élaboration d'une charte d'utilisation des salles communales qui respectent le développement durable.



Le citoyen peut participer aux débats sur le développement durable et à la mise en place des actions de l'Agenda 21 dans sa commune.

PAROLES D'ACTEURS

Isabelle DOUSSAN



Présidente de Correns 21

« La création de Correns 21 est un vrai choix politique. La mairie et les adjoints attendent de nous qu'on les aiguille, qu'on les rappelle à l'ordre sur les questions de développement durable. La société civile cherche à s'emparer de ces sujets, d'où l'importante participation des citoyens lors des débats publics. Mais les particuliers sont parfois difficiles à mobiliser, il faudrait davantage valoriser le bénévolat. Ce qui fonctionne, ce sont les actions dont on voit le résultat. »

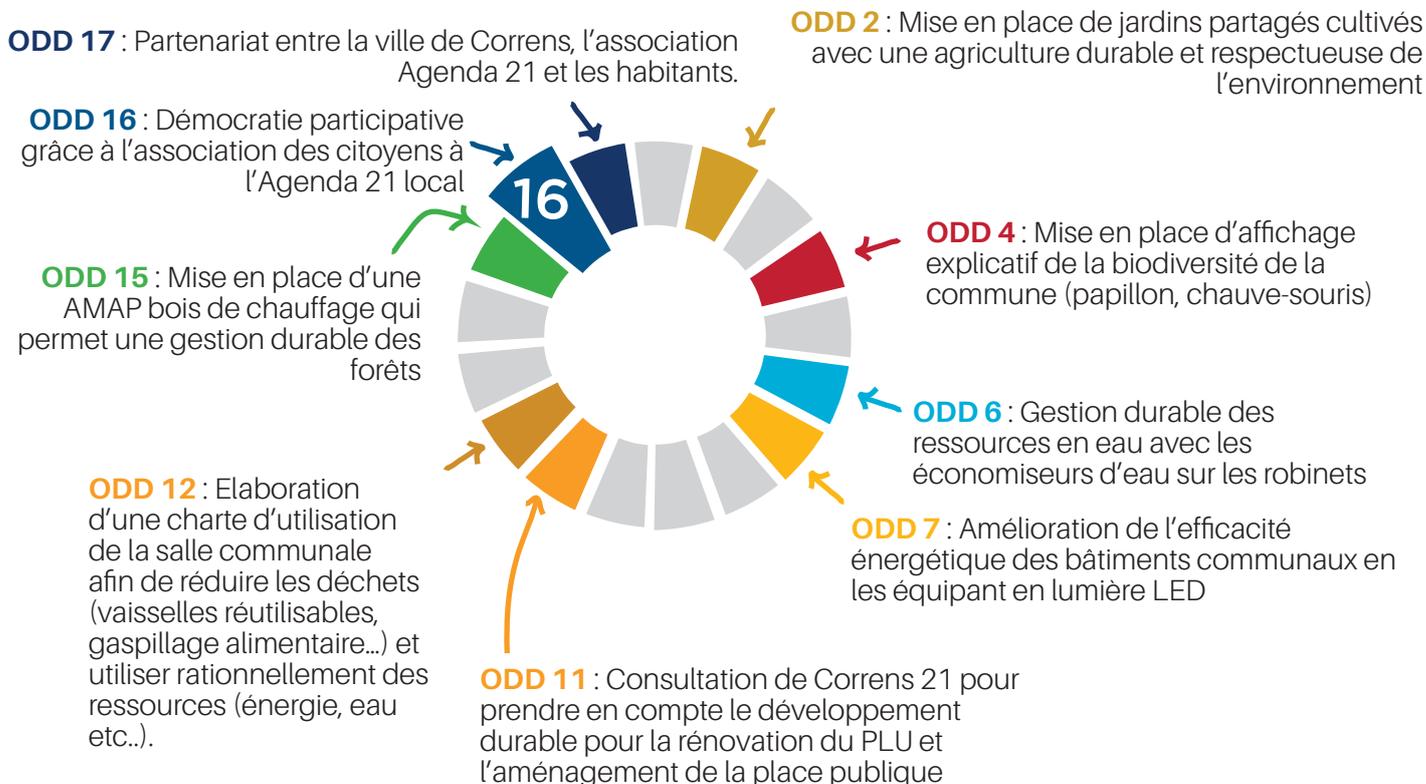
Adjointe à l'urbanisme et au développement durable de la commune de Correns

« La volonté de la commune est de réunir tous les acteurs de l'Agenda 21 pour que chacun apporte son regard. Nous sommes indépendants mais nous coopérons. Il n'y a pas d'obstacle car nous sommes constamment en lien : la mairie siège au conseil d'administration et participe aux réunions de Correns 21. Les projets portés par l'association sont amenés progressivement et l'on s'applique à la consulter lors de la mise en place de projets comme par exemple lors de la révision du PLU ou la rénovation de la place publique. »

Nicole RULLAN



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD



CONCERTATION SCoT APT LUBERON

Communauté de Communes Pays d'Apt-Lubéron, Vaucluse 84

LE PARTENARIAT



L'association France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur est la fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle regroupe 6 fédérations départementales et 250 associations locales. Accompagner le dialogue environnemental est l'une de ses missions principales.



La Communauté de Commune du Pays d'Apt Luberon compte 30 000 habitants et regroupe 25 communes. Partenaire du dispositif Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) du Parc Naturel Régional du Luberon, la collectivité élabore actuellement son Plan Climat Air Énergie Territorial en concertation avec la population.

LE PROJET



Le projet « Trame bleue et documents d'urbanisme » du Pays d'Apt Luberon vise à intégrer la préservation des milieux aquatiques et de la ressource en eau dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Pendant 5 ans, FNE Provence-Alpes Côte d'Azur et FNE Vaucluse ont été force de proposition sur les thématiques de l'eau (ressources, continuités écologiques aquatiques, risques...) à travers la participation aux réunions de travail, par la rédaction de cahiers de propositions fouillées, par la formulation d'avis et de contributions en tant que Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées. Ces propositions associatives ont été étayées des rencontres avec les acteurs locaux (agence d'urbanisme, PNR du Lubéron, Chambre d'agriculture départementale, Direction Départementale du Territoire, communes, etc.). Le Pays d'Apt Luberon a également créé une exposition itinérante pour faire connaître le SCoT et les enjeux autour des ressources en eau auprès des habitants et associations locales.



Le citoyen peut se renseigner sur le SCoT à travers l'exposition itinérante et participer aux réunions et débat autour du projet.

PAROLES D'ACTEURS

Annelise MULLER



Chargée de mission Eau & Mer / Biodiversité à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

« L'importante concertation et travail d'écoute mené par le Pays d'Apt Luberon a été un élément clef de la réussite du SCoT et de l'acceptation des orientations émises. Elle a instauré une réelle proximité avec les élus, les habitants et usagers du territoire. A l'arrivée, le projet de SCoT proposé par le Pays d'Apt Luberon est de qualité, nos associations ont donné des avis favorables. Ce SCoT fait désormais figure d'exemple dans le monde de l'eau. »

Cheffe de projet, Responsable du service Aménagement durable du territoire au Pays d'Apt Luberon :

« FNE a un regard d'expert : elle a été force de proposition à chacune des étapes. Grâce au dialogue et une écoute mutuelle et bienveillante, nous avons renforcé notre collaboration et trouvé un terrain d'entente. Il faut faire de cette coopération un atout, pour lever les doutes et les incompréhensions. Ce travail en amont a permis de conforter le SCoT. »

Marion EYSSETTE



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD

ODD 17 : Renforcement de la cohérence des politiques de développement durable grâce à un partenariat multi-acteurs : Agence d'Urbanisme Rhône Avignon Vaucluse, PNR du Lubéron, la chambre d'agriculture départementale, Direction Départementale du Territoire, communes...

ODD 16 : Prise de décision inclusive grâce à la concertation et la mobilisation de la société civile : réunions avec les différentes catégories d'acteurs, organisées sur l'ensemble du territoire aux heures les plus adaptées pour les publics recherchés.



ODD 4 : Réalisation d'une exposition itinérante pour présenter le projet du SCoT

ODD 6 : Gestion durable des ressources en eau
Préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau

ODD 11 : Elaboration d'une politique locale qui intègre les ressources en eau avec un projet de territoire



RESSOURCERIE

Pertuis, Vaucluse (84)

LE PARTENARIAT

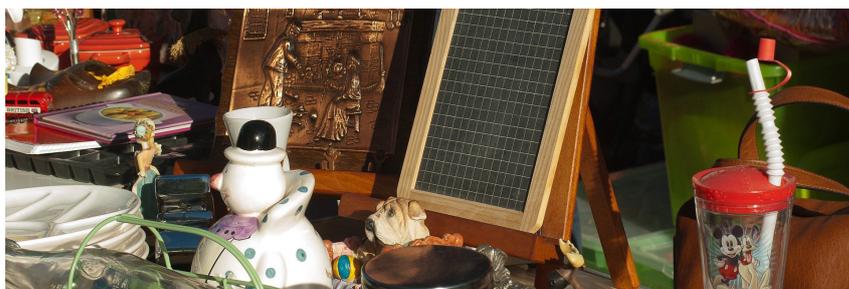


L'association De Fil en Aiguille compte 80 personnes et quatre structures d'insertions : deux chantiers d'insertion de couture (retouche, seconde main, confection) et deux Ressourceries (La Tour d'Aigue et Pertuis). Son objectif est de créer des activités d'utilité sociale, respectueuses des êtres humains et de l'environnement.



La métropole Aix Marseille Provence compte 1 895 600 habitants. Située sur les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, elle regroupe 92 communes ce qui en fait la métropole la plus vaste de France.

LE PROJET



En 2018, l'association De Fil en Aiguille ouvre sa deuxième Ressourcerie située à Pertuis et emploie 16 salariés polyvalents. En plus d'une aide financière au démarrage afin d'acquérir les premiers outils (balance, parc informatique etc.), la métropole Aix-Marseille Provence met à disposition un caisson de réemploi sur la déchetterie de la commune de Pertuis. Un salarié de l'association guide les usagers de la déchetterie, les informe sur l'existence de la Ressourcerie et les sensibilise à la valorisation des déchets et à l'économie circulaire. La Ressourcerie réceptionne également les dons et propose un service d'enlèvement des encombrants chez les particuliers. Les objets récupérés sont pesés, triés avant d'être nettoyés et revalorisés. Les livres sont par ailleurs vendus ou transmis à une association de recyclage des livres.

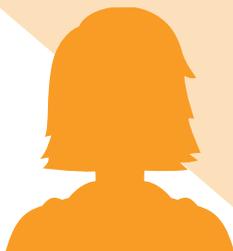


Le citoyen peut solliciter les services d'enlèvement des encombrants de la Ressourcerie ou les déposer dans le caisson de réemploi de la déchetterie. Également, il peut acheter les objets valorisés dans la boutique, ce qui contribue à soutenir l'économie circulaire, sociale et solidaire.

PAROLES D'ACTEURS

Mailys FACCHI

Assistante administrative à De Fil en Aiguille



« Nous sommes les garants et gérants de la collecte. Nos services de vente et de sensibilisation sont très bien perçus par le public. Pour les partenariats, il est important que les acteurs soient sur la même longueur d'onde pour que cela fonctionne. Nous sommes ouverts à de nouveaux partenariats, si cela nous permet d'augmenter les flux traités et de réduire les quantités de déchets. »

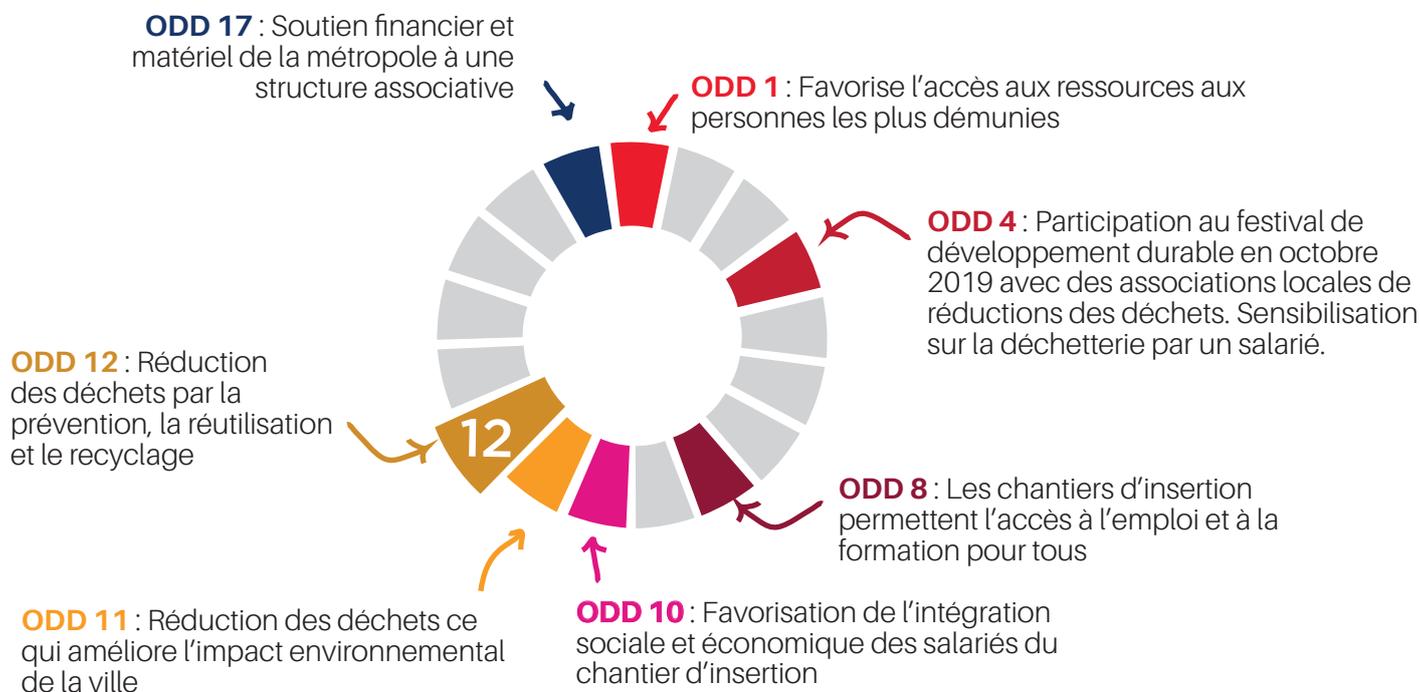
Chef de service déchetterie à la métropole Aix Marseille Provence

« Nous sommes en contact avec quatre des ressourceries présentes sur le territoire du Pays d'Aix. Il est important que ces structures locales puissent s'appuyer sur les collectivités pour dynamiser le réemploi sur le territoire. Les intercommunalités doivent être parties prenantes et être actrices de la gestion des déchets, de la prévention et de la sensibilisation des usagers. Il est question de réduction des déchets, mais aussi d'emplois. »

Emmanuel LESIMPLE



CONTRIBUTION DU PROJET AUX ODD





POUR ALLER PLUS LOIN

Afin de continuer à approfondir ses connaissances autour des ODD, des ressources sont disponibles en ligne. Par ailleurs, des outils pour évaluer la contribution des projets des APNE ou des collectivités territoriales existent et sont accessibles gratuitement sur internet.

Comment approfondir mes connaissances sur les ODD ?

Administré par le MTES, le site Agenda 2030 présente l'Agenda 2030 et les 17 ODD, ainsi que les actualités et événements liés. Des ressources sont à disposition, notamment une lettre d'information et une veille documentaire sur les ODD (actualisée chaque mois). On y retrouve un recensement de vidéos, de documentations, d'outils de communication, rosaces interactives des interrelations entre ODD... <https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030-5>

En septembre 2019, la France a présenté sa feuille de route. Le MTES, en coordination avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pilote sa mise en œuvre. Cette feuille de route définit les priorités d'action pour la France autour de 6 enjeux traduits sous forme d'engagements et de propositions. (Disponible sur le site de l'Agenda 2030)

Le site du Programme des Nations Unis pour le

Développement propose une description de chaque ODD tout en présentant des chiffres clés et des tendances mondiales, des articles sur des projets qui contribuent aux ODD en France et dans le monde. Il revient sur le PNUD et ses objectifs, le contexte de création de l'Agenda 2030. <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>

Les indicateurs de suivi nationaux des ODD sont disponibles sur le site du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS). <https://www.cnis.fr/>. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) coordonne la collecte et la production d'indicateurs statistiques. <https://www.insee.fr>

Pour s'informer, d'autres supports existent: des MOOC et cours en ligne, des vidéos de vulgarisation, des quizz et jeux, des formations etc... Proposés par divers acteurs (associations, agences publique, organisme privé...), ils permettent de s'approprier les ODD de manière ludique tout en s'adaptant à son public.

Evaluer ma contribution aux ODD ?

Le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) a publié le guide :



« Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises » (2019).

Un tableau avec la contribution possible aux ODD pour chaque compétence des collectivités (communes et régions) est également téléchargeable sur le site. <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/appropriation-agenda-2030-collectivites-francaises>

Le RFSC (Reference Framework for Sustainable Cities), cadre de référence de la ville durable européenne, dispose d'un outil en ligne qui aide les villes et les territoires à mettre en œuvre les ODD. Il accompagne les collectivités locales et leurs partenaires à élaborer et mettre en œuvre des stratégies urbaines durables. <http://rfsc.eu/fr/objectifs-developpement-durable/>

Méth'ODD est une initiative de la DREAL Bretagne qui vise à faciliter l'appropriation et l'intégration des ODD dans les projets de territoire. Des outils sont à disposition pour situer ses actions et évaluer leur contribution aux ODD. <https://www.methodd.fr/la-methodd/nous-voulons-mieux-connaître-et-évaluer-notre-contribution-aux-odd/>

L'association Le Rameau réalise un cycle « ODD et co-construction : en direct des territoires ! »

qui présente une vingtaine de suggestions et méthodes pour mettre en œuvre efficacement le développement durable dans les collectivités, en insistant sur les logiques partenariales.

<http://www.lerameau.fr/wp-content/uploads/2019/10/LR-ODDCo-construction-Synthese-Parcours-MEO-BAD.pdf>

Le questionnaire en ligne de la DREAL Nouvelle Aquitaine permet de se positionner par rapport à son engagement pour les ODD. L'Afnor propose également d'évaluer sa stratégie de management au regard des ODD. <https://certification.afnor.org/developpement-durable-rse/engage-contributeur-odd>

La DREAL Bourgogne Franche-Comté a produit un guide méthodologique pour construire en étapes des indicateurs de contribution (réalisation, résultats, impacts) des collectivités locales aux ODD. L'objectif est de nourrir des stratégies territoriales grâce à des nouveaux indicateurs basés sur l'Agenda 2030. http://www.bourgogne-franche-comte.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/odd_guide_def_cle0f6426.pdf

Ce guide a été réalisé grâce au soutien de



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DREAL
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

